

AI Index: PRE01/047/2013
28 January 2013

Égypte. La commémoration du soulèvement bascule dans la mort et la destruction

Des témoignages recueillis par Amnesty International en Égypte indiquent que les forces de sécurité ont recouru de manière injustifiée à la force meurtrière lors d'affrontements avec des manifestants ces derniers jours.

Après trois jours de violences ayant fait au moins 45 morts et plus de 1 000 blessés, Amnesty International a exhorté les forces de sécurité à cesser de recourir à une force excessive et à s'abstenir en particulier d'employer une force meurtrière à moins que cela ne soit inévitable pour protéger des vies.

Un chercheur d'Amnesty International enquêtant sur des homicides à Suez a recueilli des témoignages choquants illustrant ce recours excessif à la force ; dans plusieurs cas, des membres des forces de sécurité ont ainsi employé une force meurtrière alors que cela n'était pas strictement nécessaire pour protéger des vies, y compris lorsque les manifestants ne représentaient aucune menace imminente pour eux ni pour autrui.

Les forces de sécurité ont par ailleurs enfreint la législation égyptienne qui, si elle n'est pas conforme aux normes internationales en la matière, fixe tout de même des limites à l'utilisation des armes à feu par la police, prévoyant notamment que les autorités procèdent à des sommations de manière audible et visent les pieds.

« Alors que les manifestations se multiplient afin de commémorer la journée la plus sanglante de la " révolution du 25 janvier ", les autorités égyptiennes doivent clairement faire comprendre aux responsables du maintien de l'ordre lors de ces actions qu'ils sont censés respecter la liberté de réunion pacifique et éviter de recourir à une force injustifiée ou excessive », a déclaré Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Elles doivent absolument faire passer le message que ceux qui emploient une force arbitraire et excessive seront traduits en justice.

« Le fait que certains manifestants recourent à la violence ne donne pas à la police un blanc-seing lui permettant de tirer sur les manifestants ou de les frapper. Tout cela survient dans un contexte faisant suite à des décennies durant lesquelles les forces de sécurité n'ont pas été soumises à l'obligation de rendre des comptes, bénéficiant même parfois de l'impunité pour des meurtres. »

Au moins neuf personnes, dont un membre des forces de sécurité, sont mortes à Suez vendredi 25 janvier dans la soirée.

Selon des manifestants, peu après que des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants aient fini de défiler vers le siège de la direction de la sécurité de cette ville, les forces de sécurité ont utilisé du gaz lacrymogène.

Les forces de sécurité essayaient semble-t-il d'empêcher les manifestants de prendre le bâtiment d'assaut.

Les violences se sont intensifiées après qu'un membre des forces de sécurité, qui serait un conscrit évoluant au sein de la police antiémeutes, ait été grièvement blessé ; il aurait été atteint au cou par une fusée éclairante apparemment tirée par un manifestant.

Des manifestants ont déclaré à Amnesty International qu'à ce moment-là, les policiers antiémeutes ont « paniqué » et commencé à tirer sur la foule au hasard et à poursuivre les manifestants qui fuyaient la scène, tuant huit autres personnes d'après des sources médicales, pour la plupart à proximité du bâtiment du gouvernorat non loin de là.

Samedi 26 janvier, des médecins légistes venus du Caire sont arrivés à Suez afin d'y effectuer des autopsies en présence de membres du parquet militaire.

Selon le site Internet du journal d'État *Al Ahram*, Ihsan Kamil Georges, chef de la médecine légale, a déclaré que des balles réelles avaient été tirées sur les manifestants de Suez, dans certains cas à bout portant et dans le dos.

Amnesty International rassemble actuellement des témoignages sur le recours à une force injustifiée et excessive par les forces de sécurité tandis que les troubles continuent :

- Ahmed Fawzi a déclaré à Amnesty International qu'il conduisait sa moto lorsque son ami, Mostafa Mohamed Aid, 16 ans, assis derrière lui, a reçu une balle dans le rein. Cette blessure lui a été fatale ;
- Mahmoud Nabil, 25 ans, a été abattu dans sa voiture sur le front de mer, à l'écart des confrontations entre police et manifestants, ont expliqué des militants de Suez ;
- Amnesty International a par ailleurs examiné des taches de sang à l'entrée d'un bâtiment dans « la rue des martyrs », loin du bâtiment du gouvernorat, où l'un des manifestants a été abattu d'après des résidents de cette zone ;
- Des manifestants ont raconté à Amnesty International que des membres des forces de sécurité les avaient poursuivis jusqu'à l'intérieur de l'hôpital général de Suez vers 22 heures, en tirant à l'aveuglette.

« C'est en premier à Suez que des manifestants sont tombés sous les balles de la police lors de la " révolution du 25 janvier ". Il est tragique de constater que deux ans plus tard jour pour jour, non seulement personne n'a été sanctionné pour leur mort, mais qu'en outre d'autres manifestants ont été exécutés de manière extrajudiciaire par les forces de sécurité », a déploré Hassiba Hadj Sahraoui.

D'après des militants locaux, six personnes, dont un membre des forces de sécurité, ont été arrêtées en relation avec ces violences, tandis que le parquet a annoncé l'ouverture d'enquêtes.

Samedi 26, des affrontements violents ont également éclaté à Port-Saïd en réaction à une décision de justice rendue au Caire, en vertu de laquelle les dossiers de 21 individus accusés d'avoir causé la mort de 73 personnes lors d'un match de football ont été transmis au Mufti pour qu'il ratifie leurs condamnations à la peine capitale.

Amnesty International s'oppose en toutes circonstances à la peine capitale, car il s'agit d'une violation du droit à la vie et du châtiment le plus cruel, inhumain et dégradant qui soit.

Protestant contre ce qu'ils considéraient comme une décision injuste, des sympathisants des accusés se sont violemment heurtés aux forces de sécurité près de la prison de Port-Saïd, où les accusés sont incarcérés.

D'après la direction de la santé de Port-Saïd, quelque 31 personnes ont perdu la vie et 322 ont été blessées lors des violences du 26 janvier. Au moins deux membres des forces de sécurité figurent parmi les

victimes.

Selon la direction de la santé, cinq autres personnes ont été tuées et 536 blessées dimanche 27 janvier lors de processions funéraires, quand des agresseurs inconnus ont ouvert le feu. Les résidents locaux affirment que ces chiffres sont en-deçà de la réalité. Amnesty International a signalé que de nouveaux corps étaient arrivés à la morgue tard dans l'après-midi lundi 28 janvier. Des manifestants ont indiqué à l'organisation qu'ils braveront le couvre-feu et resteront dans la rue, tandis que les affrontements continuent devant des postes de police locaux.

Au cours du weekend, plusieurs bâtiments officiels, ainsi que des locaux associés aux Frères musulmans ont également été attaqués.

Dimanche 27 janvier, le ministre de l'Intérieur a annoncé que 120 personnes avaient été appréhendées pour leur participation présumée aux troubles à travers le pays.

« Les autorités égyptiennes doivent faire en sorte que les enquêtes portant sur ces décès tragiques soient menées par un organe indépendant et impartial qui n'ait joué aucun rôle dans ces homicides, et que l'ensemble des responsables présumés soient traduits en justice », a résumé Hassiba Hadj Sahraoui.

« Si les événements récents en Égypte ont montré quelque chose, c'est bien qu'il est impossible d'avancer à moins que les violences policières ne débouchent sur une véritable obligation de rendre des comptes et que justice ne soit rendue par un appareil judiciaire indépendant. »

Dimanche 27 janvier, le président Morsi a décrété l'état d'urgence pour un mois et imposé un couvre-feu dans les provinces de Suez, d'Ismailia et de Port-Saïd.

Le président a déclaré qu'il était prêt à prendre des mesures supplémentaires, et qu'il n'hésiterait pas à « faire beaucoup plus dans l'intérêt de l'Égypte ». L'armée a par ailleurs été déployée dans le but de rétablir l'ordre.

Amnesty International exhorte les autorités égyptiennes à se demander si des mesures moins interventionnistes ne seraient pas plus adaptées pour ramener l'ordre.